



Pierre Mouterde :
L'AgitéE, au revoir
ou adieu ?
p.10



Malcolm Reid :
La gauche, la terre,
et Johanne Normand
p.8-9

Renauderie :
L'église
Saint-Jean-Baptiste
p.11

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 42, Numéro 3 > Avril 2015 > droitdeparole.org

Délire à l'hôtel de ville

Labeaume joue au pompier-pyromane et fout les poubelles en l'air.

Sarah Bernier p.3

Le 1^{er} Mai

Pour la première fois de son histoire, le communautaire s'en va en grève.

Gilles Simard p.5

Printemps 2015

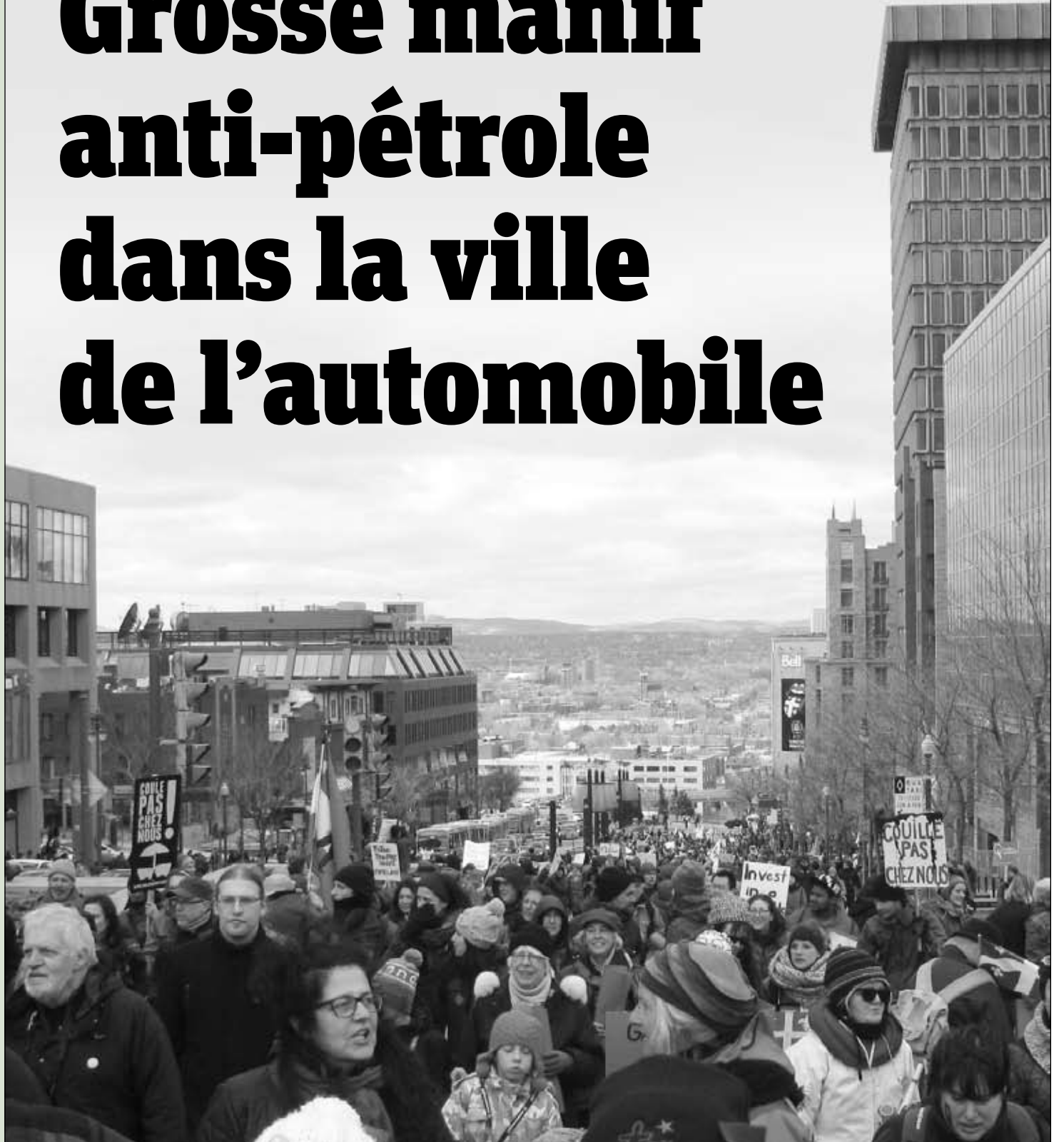
La brutalité policière ne vient pas à bout de la résistance.

Simone Beaudoin

Lynda Forgues p.6-7

Québec, le 11 avril

Grosse manif anti-pétrole dans la ville de l'automobile



Par Lynda Forgues

Le 11 avril dernier, avait lieu la *Marche action climat*. Plus de 25 000 personnes du Canada et du Québec se sont réunies dans les rues de Québec afin de rappeler à Couillard et aux autres PM des provinces et territoires, qui se rencontraient le 14 avril dans la Capitale Nationale, leur détermination à faire opposition à l'oléoduc

Trans-Canada et aux sables bitumineux. En même temps que la marche de Québec, de nombreux événements du genre avaient lieu un peu partout au Canada.

Les femmes des Premières nations ouvraient la marche. La lutte de ces peuples autour des questions environnementales et contre l'expansion des sables bitumineux, plus particulièrement des projets d'oléoducs, d'est en ouest, est

remarquable. Dans les messages livrés par leurs représentants devant l'Assemblée nationale, revenait ce souci constant de défendre la terre dont nous faisons partie mais qui ne nous appartient pas, de lutter pour nous mais aussi pour les générations à venir.

La volonté politique du gouvernement est de foncer toujours plus avant vers la voie pétrolière. Au lieu de chercher

d'autres avenues énergétiques, plus sécuritaires, plus respectueuses des populations, le gouvernement libéral va dans le même sens que le précédent gouvernement a fait avec Anticosti et son ouverture large à la coopération avec l'Alberta qui veut faire du Québec sa voie de sortie pour son sale pétrole mal-aimé. Il est possible, comme à Cacouna, par la mobilisation citoyenne, de bloquer les projets des compagnies.

Québec, ville championne de l'étalement urbain

Par Marc Boutin

Il était paradoxal, samedi 11 avril, de voir la ville de Québec servir de terre d'accueil aux 25 000 personnes venues manifester pour des énergies vertes et renouvelables et contre les oléoducs. La capitale de la radio-poubelle et de la réaction politique a servi de décor au rassemblement le plus coloré et le plus avant-gardiste des dernières années au Québec. L'ambiance rappelait celle de Cacouna mais en plus grandiose.

Vue plongeante du 65^e étage sur l'étalement urbain

Le paradoxe vient en partie du fait que la ville hôte de cette manifestation est la championne nationale de l'étalement urbain et du tout-à-l'automobile. Son maire, toujours à l'avant-dernière mode selon son habitude, n'en a que pour le type de transport le plus polluant et le plus propice à produire de la très onéreuse dispersion urbaine. Sa dernière trouvaille, un tour de 65 étages qui serait construite à 10 km du centre-ville. Le problème avec son Phare, c'est qu'à tout gratte-ciel correspond une ou plusieurs banlieues-dortoirs et ce gratte-ciel va inévitablement intensifier l'étalement vers l'ouest. On peut s'attendre à voir un développement mangeur d'espace, de type auto-boulo-dodo, atteindre Saint-Antoine-de-Tilly, Neuville et Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier. Québec, avec sa maigre population de 750 000 habitants, deviendrait une espèce de mégapole allongée à basse densité de plus de 100 km. Un territoire de prédilection pour la pollution spatiale et atmosphérique.

Autre trouvaille récente («avec pas de» consultation préalable) de notre bon maire: un service d'autobus rapide qui emprunte les boulevards et les autoroutes sur une longueur de plus de trente-cinq kilomètres, de Beauport à Lévis, en passant par le «Phare de l'étalement» et les ponts. C'est pas avec un transport en commun aussi élastique (et non-électrique) qu'on va pouvoir resserrer le développement de l'agglomération.

Pendant ce temps au centre-ville

La contrepartie de ces extravagances «pétrolifères» de l'équipe Labeaume se vit au centre-ville. Nos rues commerciales et plusieurs de nos rues résidentielles sont des pistes de courses pour chauffards et banlieusards en mal de retourner au plus vite à l'étable. Les piétons deviennent aux yeux des automobilistes toujours pressés des quantités négligeables, des espèces d'insectes nuisibles qui osent traverser les rues.

Dans une ville civilisée, proprement urbaine, les rues commerciales de quartier comme les rues Saint-Jean dans le Faubourg du même nom, Saint-Vallier dans Saint-Sauveur et Saint-Joseph dans Saint-Roch auraient une limite de vitesse de 30 km/h, des dos d'âne comme on en trouve en banlieue, des trottoirs élargis et protégés de la rue par du mobilier urbain (lampadaires, arbres, bancs, etc), des vidéos caméras pour calmer les chauffards. La ville centrale, et par osmose toute la ville, pourrait redevenir un lieu prospère, viable, agréable, moins pollué, moins bruyant et, pourquoi pas, politiquement un peu moins réactionnaire.

C'est la grâce que nous ont souhaitée les 25 000 participants, la plupart venus de l'extérieur, lors de ce beau samedi festif du 11 avril dans les rues du Vieux Québec.

Le 1^{er} Mai

Zones de grève sociale dans les quartiers

Pour connaître les activités et les lieux où se tiennent les zones de grève dans vos quartiers respectifs, contacter le Repac au 418-523-4158 ou sur leur site repac.org Vous pouvez aussi leur écrire à l'adresse suivante repac@repac.org

La bataille du sans- rendez-vous de la clinique médicale Saint-Vallier

Ça déménage

Par Richard Amiot

En guise de services médicaux dans Saint-Sauveur, il y aurait dorénavant le projet Archimède – encore à l'étude – de services supplémentaires d'infirmières cliniciennes ou praticiennes se joignant au à la Clinique médicale St-Vallier, pour sauver le sans- rendez-vous dans le quartier St-Sauveur. Mais dans quelle mesure cela répondra-t-il aux besoins des gens? Notamment pour la clientèle orpheline, sans médecin de famille? Ça reste inconnu à ce jour.

À compter du 4 mai, une nouvelle clinique, dans le quartier du Palais, offrira les consultations sans rendez-vous et la prise en charge par un médecin de famille qu'assurait auparavant la clinique St-Vallier. Celle-ci demeure ouverte, pour le moment. La perte de son statut de clinique réseau subventionnée – et même la menace de perdre son statut de GMF – fait craindre cependant d'autres diminutions de services à la clinique de la rue Montmagny, compte tenu de la réduction du financement public venant avec cette offre de services.

La Clinique et le groupe de médecine familiale(GMF) ProActive Santé ont été formés par le Dr Philippe Girard avec, entre autres, quatre médecins pratiquant auparavant à la clinique St-Vallier. La clinique logera dans l'édifice Les Façades, rue Jean-Lesage, dans le quartier du Palais, à l'est de St-Roch et à 2,6 km de la clinique de la rue Montmagny. L'emplacement est desservi par les lignes d'autobus numéro 1 (départs aux demi-heures), 18 et 80 (départs aux 60 minutes) pour St-Sauveur. Il n'y a pas de stationnement gratuit comme c'était le cas à la clinique St-Vallier.

Absence de consultation

«L'absence de consultation et le manque de considération pour la population» de St-Sauveur, de la part des autorités publiques en santé, ont abouti à la fermeture de la clinique médicale sans rendez-vous du quartier, juge Monique Girard, porte-parole du comité s'étant mobilisé depuis un an pour sauver le sans- rendez-vous de la clinique St-Vallier. Mme Girard dit craindre les effets très négatifs entraînés par ces changements pour les clientèles les plus vulnérables, plus âgées, moins nanties ou scolarisées, se déplaçant peu hors de leur quartier.

Mme Girard, avec une vingtaine d'autres citoyens

et citoyennes de St-Sauveur, assistait, le 26 mars, à la dernière rencontre du conseil d'administration du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la Vieille-Capitale, aboli en vertu du projet de loi 10 du ministre Gaëtan Barrette. «Vous avez un devoir éthique de recommander aux nouveaux administrateurs qui [vous] suivront de préserver [...] cette formule gagnante dans notre quartier», a déclaré Mme Girard. La clinique St-Vallier «a été le premier groupe de médecine de famille». «Pourquoi saper une ressource [...] et l'éliminer au détriment des résidents?»

La décision résulte d'un conflit d'affaires entre médecins, a répondu le directeur du Centre de santé et de services sociaux de la Vieille-Capitale (CSSS), M. Hugues Matte, aux manifestantEs. Dans les circonstances, a-t-il commenté, le CSSS s'est contenté d'aider les médecins dans leur décision en s'assurant de la continuité des soins pour la population. Néanmoins, M. Matte a reproché au GMF St-Vallier de n'avoir pas atteint le nombre de prises en charge de patients qui lui était fixé comme objectif. Il a pris sa retraite à la faveur de plus récente réforme des structures en santé au Québec.

Quant au comité pour sauver la clinique sans rendez-vous dans St-Sauveur, il continuera à défendre des services de santé essentiels pour le quartier.



Pour des soins de santé proches des gens. PHOTO NATHALIE CÔTÉ

LA PENSÉE DU MOIS

Le bourgeois, c'est quelqu'un qui sait que le paradis est terrestre et qui a compris que le rôle de la religion est de camoufler cette vérité aux autres.

Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

www.droitdeparole.org
Retrouvez Droit de parole
sur Facebook

Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination, d'oppression et d'exploitation. *Droit de Parole* n'est lié à aucun

groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurEs. *Droit de parole* bénéficie de l'appui du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec.

Dépôt légal: Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe
N° 40012747
Tirage: 15 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville.
Disponible en présentoirs

Équipe du journal: Simon M. Leclerc, Francine Bordeleau, Marc Boutin, Pierre Mouterde, Les AmiEs de la Terre de Québec, Gilles Simard, Lynda Forgues, Camille Boutin, Réal Michaud
Coordination: Nathalie Côté, Lynda Forgues, Marc Boutin
Collaboration spéciale: Renaud Pilote, Malcolm Reid,

Simone Beaudoi, Sarah Bernier
Photos: Nathalie Côté, Marc Boutin, D-Max Samson, Nicolas Lefebvre-Legault, Pierre Mouterde, Gilles Simard
Illustrations: Malcolm Reid, Marc Boutin, Artact
Révision: Lynda Forgues, Sarah Bernier
Design: Martin Charest

Webmestre: La collective Nalyn
Imprimeur: Les travailleuses et les travailleurs syndiqués de Payette et Simms inc.



Collecter les idées avant les déchets

Par Sarah Bernier

Les changements importants dans la collecte des matières résiduelles qui devaient être mis en branle à partir du 13 avril avaient été annoncés assez subitement. Avec encore plus de précipitation, à la dernière minute, le maire Labeaume a décrété qu’il ne s’agissait que d’un projet pilote... puis d’un choix donné aux citoyenNes.

Le 31 mars avait eu lieu la dernière des quatre rencontres d’information pour présenter les changements. Oui, présenter les nouvelles modalités de collecte, aider à déterminer la nôtre et faciliter la transition. Il n’était pas question de consulter les citoyenNes. Nous étions pourtant nombreux-ses à cette rencontre, preuve que le sujet des déchets n’est ni banal ni indifférent, et que cette suite de revirements aurait pu être évitée en interrogeant d’abord les personnes concernées.

Pourquoi changer ?

Le temps était venu de renouveler les contrats de collecte dans La Cité-Limoilou, Les Rivières et la Haute-Saint-Charles. Les modifications majeures concernent les quartiers centraux. Dans les milieux «dense» et «historique et commercial dense», la collecte a maintenant lieu en soirée, les matières résiduelles doivent donc être déposées entre 17 et 19h, ou jusqu’à 21h dans certains secteurs. Les fonctionnaires de la ville avaient également prévu un retour aux bons vieux sacs de plastique, pour les poubelles comme pour le recyclage, décision que le maire a plus ou moins «révisée».

Le surprenant retour en arrière imposé par la ville règle certains problèmes pour en provoquer d’autres

Les raisons invoquées pour imposer les changements sont multiples : bacs qui encombrent les trottoirs des jours et des nuits entiers, nuisant à la circulation des piétonNes et aux travaux de la voirie, camions qui

ralentissent les voitures durant les heures de pointe, difficulté à gérer les bacs dans les rues à sens unique, envol des matières recyclables et exposition de celles-ci aux intempéries, participation prétendue faible au recyclage dans les quartiers centraux.

Un changement valable ?

Les représentantEs de la ville à la rencontre du 31 mars étaient vraisemblablement de bonne foi. Ils se disent conscients que les nouveaux modes de collecte ne sont pas parfaits pour tout le monde et ont mis en place des mesures pour gérer les cas spéciaux. Ces cas s’avéraient-ils déjà si nombreux pour que le maire balaie du revers de la main l’obligation d’utiliser des sacs ?

En fait, ni ce revirement ni le soutien des fonctionnaires ne règlera le problème des personnes qui ne peuvent déposer leurs matières résiduelles dans le court temps imparti pour le faire. De plus, même donner le choix entre les bacs et les sacs constitue un retour en arrière, faisant apparaître le peu de préoccupation face à l’enjeu primordial de la réduction des matières produites et à traiter.

La ville nous promet un «accompagnement» pour réussir la transition vers la nouvelle collecte, car, a insisté la représentante, il est difficile de modifier des habitudes. C’est juste. Mais raison de plus pour commencer au plus vite à les modifier dans le bon sens.

Des alternatives plus durables

À ce propos, lors de la rencontre d’information, on a évoqué la création d’un projet pilote avec des conteneurs collectifs enfouis, comme on en trouve en Europe. L’idée est intéressante. Sauf qu’à en juger par le projet pilote de compostage, qui s’est terminé en 2012 et dont on attend toujours la suite, il ne faut pas espérer d’alternative rapide. Dans l’immédiat, répétons-le, rappelons-en l’urgence, il s’agit avant tout de diminuer les déchets à la source.

Cela ne doit pas être strictement une responsabilité individuelle. À l’échelle municipale, pourrait-on envisager des mesures d’éco-fiscalité - une taxe spéciale aux en-



Sans commentaire !

PHOTO MARC BOUTIN

treprises qui distribuent allègrement des contenants à usage unique, un crédit à celles qui vendent en vrac, et aux commerces, propriétaires d’immeubles, résidentEs qui aménagent un lieu de compostage ? Assurons-nous aussi que toute nouvelle construction inclut d’emblée un tel aménagement.

Et pourquoi ne pas mettre en ligne, sur le site internet de la ville, un système de réseautage afin que les objets qui peuvent encore servir, être réparés ou bricolés soient échangés entre les citoyenNes plutôt que de finir à la poubelle ? Quant à la nourriture jetée par les restaurants, les épiceries et les individus, si on la disposait dans des lieux et conditions accessibles, les personnes qui fouillent dans les poubelles pour la dénicher se trouveraient

peut-être un peu soulagées.

Ces dernières semaines, est apparu l’embarras de la ville non seulement en matière de gestion des déchets, mais aussi de consultation publique. Les fonctionnaires et les élus auraient besoin de nos idées, mais n’osent s’en informer. Je vous invite donc à leur écrire vos suggestions. Profitez-en pour mentionner que vous souhaitez faire du compostage communautaire et qu’il y a un endroit tout désigné au coin de votre rue. Les ressources allouées à l’organisme Craque-Bitume pour prendre en charge cet enjeu ne suffisent pas, il faut donc insister. Exprimez aussi vos préoccupations à votre conseil de quartier. C’est collectivement que nous concevrons des solutions durables.

Fenêtre de dialogue à la Mosquée de la capitale

Par Lynda Forgues

L’enquête est toujours en cours au sujet des actes haineux perpétrés contre la Mosquée de la Capitale, rue Marie-de-l’Incarnation, le mois dernier. Le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur avait émis dès le lendemain un communiqué déplorant et dénonçant ces actes qui visaient ouvertement la communauté musulmane de Québec. Le CCCQS tenait à y exprimer sa solidarité envers les personnes touchées.

Rejoint la semaine dernière, Mohamed Hafid, imam administratif de la mosquée, nous a dit qu’il ne s’agissait pas là des premières manifestations d’ignorance et d’incompréhension. À l’automne dernier, profitant des journées portes ouvertes de la mosquée, des individus ont placardé des affiches haineuses. Depuis la plainte enregistrée au mois de mars, par contre, de tels gestes ne se sont plus reproduits.

Au sujet de l’initiative «Rencontrez une famille musulmane» lancée par la communauté Ahmadiyya, présentée par Mylène Moisan dans Le Soleil la semaine dernière,

l’imam Hafid répond : «toute initiative d’échange interculturel est encouragée. L’ignorance engendre la haine. Tout ce qui peut nous ouvrir à l’autre, peut briser l’ignorance, est bienvenu. » Il souligne que la plupart des personnes qui s’opposent à leur présence ne connaissent pas de musulmans, ni rien à leur sujet, sauf ce qui est véhiculé dans les médias.

Parlant des médias à Québec, on ne peut passer à côté de nos radios populistes qui ne ratent pas une occasion de tenir des propos haineux et islamophobes, de faire de la désinformation, de semer la confusion, bref d’encourager ces préjugés pouvant mener à l’oppression et à la violence. Le maire Labeaume a beau dire qu’il s’agit de vandalisme, d’un acte isolé, comme on a dit de celui du Saguenay, il reste que des gestes et des attaques de ce genre ne cessent pas, et ils ne doivent être ni banalisés, ni minimisés. Heureusement, nous avons assisté à la détermination de plusieurs groupes de la société québécoise à contrer la tentative de la ligue raciste Pegida de se présenter à Montréal au mois de mars. Il faut continuer de tenir bon et de s’opposer au discours de l’exclusion.

Mohamed Hafid croit au dialogue : «Même ceux qui sont venus briser les vitres, qu’ils viennent donner leur opinion,

on va discuter avec eux. La violence n’amène rien de bon.» On encourage tout le monde à les rencontrer. Le printemps est là et il serait temps de répondre à cette invitation, de créer des occasions permettant d’ouvrir des dialogues afin de se comprendre et de faire tomber les préjugés. Pour les coordonnées, voir le site : mosqueedelacapitale.com



La Mosquée de la capitale.

PHOTO COURTOISIE

En grève contre l'austérité le 1^{er} mai!

Le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC 03-12) a émis un communiqué le 2 avril pour annoncer qu'il sera en grève le 1^{er} mai afin de protester contre le démantèlement de nos services publics et de revendiquer le retrait des mesures d'austérité, et la mise en place de mesures fiscales permettant une meilleure répartition de la richesse. Les organismes demandent également un meilleur financement, la reconnaissance et l'autonomie de l'action communautaire autonome.

Une première

Il s'agit d'une première grève pour le regroupement d'organismes communautaires surtout voués à la défense de droits. Le REPAC rappelle que l'austérité menace nos droits, et qu'il est important de la combattre. «On estime qu'une personne sur dix au Québec est incapable de couvrir ses besoins de base. Pour ces personnes, de nouvelles mesures d'austérité, ça veut dire choisir entre les activités parascolaires et l'épicerie de la semaine», explique Vania Wright-Larin, porte-parole du RÉPAC.

«Nous avons déjà fait beaucoup pour convaincre le gouvernement de faire marche arrière. Pourtant, il continue de prendre le parti des grandes entreprises et des plus riches au détriment de nos services publics et de nos programmes sociaux», continue Vania Wright-Larin. «La grève s'inscrit dans une escalade des moyens de pression visant à empêcher le démantèlement de notre filet social.»

Appel à la grève sociale

Le RÉPAC adhère ainsi au mouvement de grève sociale lancé par les étudiantes et étudiants. Nous espérons que l'appel à emboîter le pas que fait le RÉPAC et ses groupes membres, dont le Journal *Droit de parole*, à l'ensemble du mouvement communautaire et aux alliés du mouvement syndical, sera entendu. (LF)

Les groupes membres du RÉPAC en grève

Au début d'avril, 21 groupes membres du RÉPAC ont un mandat de grève pour le 1^{er} mai. Plusieurs de ces groupes ont un mandat pour plusieurs journées de grève. D'autres groupes sont encore en consultation.

Les membres du RÉPAC ayant présentement un mandat de grève pour le 1er mai sont :

- Alter Justice
- l'Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain
- l'Association de la défense des droits sociaux de la Rive-Sud
- Atout-Lire
- le Bureau d'animation et information logement
- le Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert
- le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel À Tire-d'Aile
- le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de Charlevoix
- le Centre-Femmes aux Plurielles
- le Centre femmes l'Ancrage
- le Centre ressources pour femmes de Beauport
- le Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec
- la Chaudronnée des cuisines collectives
- le Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur
- le Comité logement d'aide aux locataires
- le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste
- Communications Basse-Ville (Journal Droit de parole)
- la Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière
- la Ligue des droits et liberté-section Québec
- Mères et monde
- le Regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec

Le RÉPAC 03-12 regroupe une quarantaine de groupes communautaires partageant des pratiques d'éducation populaire autonome et un engagement envers la justice sociale.



Au moment où les gains sociaux arrachés de hautes luttes par la classe ouvrière sont attaqués de toutes parts, faisons du 1^{er} mai - Journée internationale des travailleuses et des travailleurs - un événement de solidarité populaire et la démonstration de notre résistance aux politiques d'austérité qu'imposent les gouvernements à la solde du grand capital!

Photo: Mathys Brasseur

Grève sociale du communautaire

Marcher avec fierté, mais la rage au cœur

Par Gilles Simard

Il y a plus de quarante ans, déjà, que je navigue dans les eaux tumultueuses du communautaire et ce, à titre de militant, d'administrateur ou de permanent. Le premier mai, au seuil d'une semi-retraite, c'est le cœur rempli d'émotions que je me joindrai à la grande vague de grève des milliers de travailleurs-euses de ce mouvement typiquement québécois. Oui, je marcherai avec beaucoup de fierté, mais j'aurai aussi la rage au cœur... et le feu ailleurs.

« Un esprit de charité ridicule »

Ma fierté, c'est de voir enfin les groupes du communautaire se reconnaître et se respecter socialement en se donnant pour la première fois en quarante ans, le droit à la grève. Le droit de continuer à faire œuvre utile, mais dans de meilleures conditions, celles dont un peu tout le monde souhaiterait bénéficier.

Ainsi, dans un monde communautaire idéal, ç'en serait vraiment fini de la précarité, des salaires ridicules, des horaires impossibles, de l'insécurité à tous les paliers, du misérabilisme ambiant et du long lamento à l'année longue pour obtenir des miettes de subvention. Une situation détestable à souhait qui faisait déclarer à madame Rose Dufour, fondatrice à Québec de la maison de Marthe (femmes prostituées), à l'issue d'une ha-

Ma fierté, c'est de voir enfin les groupes du communautaire se reconnaître et se respecter socialement en se donnant pour la première fois en quarante ans, le droit à la grève.

rassante campagne de financement :

« On vit encore dans le même esprit de charité qu'au XVIII^e siècle, c'est ridicule. La société trouve normal que les organismes communautaires soient pauvres, que leurs employés ne soient pas payés à moitié, comme si on devait rester dans un état de pauvreté permanent. En même temps, on attend tout de nous. On doit être des entrepreneurs, mais pour cela, il faut avoir les moyens. » (Le Soleil, 9 mars 2015)

Une véritable hécatombe

Ma rage, elle, provient de ce que les comptables du parti libéral, ivres d'austérité et dopés qu'ils sont par les sondages et la clameur populiste, ne semblent pas vouloir arrêter de sitôt leur carnage. Une véritable hécatombe se poursuit, et dans le sabrage des budgets de fonctionnement des groupes communautaires,

et dans l'odieux et révoltant démantèlement des services publics de l'État. Un saccage tout à fait gratuit, inutile, au nom de cette fallacieuse idée d'austérité, qui pourrait nous coûter encore beaucoup plus cher que le virage ambulatoire raté de Lucien Bouchard et ses lucides, il y a vingt ans. Une autre catastrophe, celle-là, sous prétexte de déficit zéro. Décidément...

Apprendre à marquer des buts

Personne ne dira le contraire, les milliers de groupes communautaires du Québec constituent une richesse humaine et sociale inestimable en matière de défense de droits et de services directs et indirects à la population. En revanche, il leur faudra apprendre à « scorer » politiquement, s'ils veulent survivre aux lubies de privatisation des uns et à l'incurie sociale et politique des autres.

Ainsi, c'est bien d'occuper l'espace politique avec une loi telle la loi 112, « La loi visant à exclure la pauvreté et l'exclusion sociale », mais encore faudrait-il que le mouvement puisse compter sur plus d'élus pour rendre ce genre de lois applicables (dotées de mesures efficaces) et appliquées en toutes circonstances. Je parle ici des David, Massé, Khadir et autres Camil Bouchard (ex-P.Q.) de ce monde.

Le duo Coiteux-Leitao

Quant aux fantasmes de privatisation de certains, j'en veux pour preuve le tandem Coiteux-Leitao qui souhaitait il y a peu déménager dans la cour du communautaire des services issus de la première ligne de la Santé et des Services sociaux (CLSC et autres). Non mais, des fois! Déjà que les groupes s'arrachent le cœur à cause de la non reconduction de programmes et des multiples coupes (logement social, prévention, garderies, toxicomanie, itinérance, etc.)...

Dans la foulée, on peut certainement dénoncer aussi les effets dramatiques du sous-financement chronique chez les groupes communautaires. Pensons par exemple aux 225 M\$ qui constituent le manque à gagner annuel des quelque 3 000 organismes autonomes en Santé et services sociaux de la province. Imaginez : cette somme fait à peine le cinquième du 1.2 milliard de dollars d'augmentation de salaire (sur deux ans) qu'on a si généreusement consentie aux médecins de la province. Quand on parle d'inégalité sociale!

Le premier mai, je paraderai avec beaucoup de fierté mais rempli d'une légitime colère. N'empêche, le mouvement communautaire étant la propriété du peuple québécois, et non celle des libéraux, je marcherai aussi avec l'espoir d'un réel changement pour la génération qui suit.



Des enfants s'ébrouent non loin de leurs parents avant le départ, sur les Plaines d'Abraham, à Québec, de la grande manifestation anti-austérité du 29 novembre 2014.

PHOTO GILLES SIMARD





26 mars, l'anti-émeute de la SQ intervient alors qu'il n'y a pas d'émeute.

PHOTO D-MAX SAMSON

Printemps 2015

De qui a-t-on peur à Québec ?

Par Lynda Forgues

Quelle perception avons-nous des gens qui marchent pour les causes qui leur tiennent à cœur ? Comment en vient-on à préférer voir la ville être prise d'assaut par des unités de police militarisées que de voir défiler des manifestations ?

Résistance et répression

Pendant le printemps 2012, on a pu voir comment des étudiantEs, des enseignantEs, des citoyenNEs étaient montrés dans les médias comme des voyous, des criminels, des vandales. Cela se répète encore aujourd'hui en 2015, alors que les grèves et manifestations contre l'austérité et les coupes dans tous les secteurs commencent à peine. Si on n'y prend garde, du jour au lendemain, toute personne, tout groupe, même ceux qui défendent l'eau potable ou le droit à l'avortement, nos enfants, nos voisins, peuvent basculer et se retrouver dans le camp des monstres et devenir la cible de la répression dans l'indifférence généralisée.

Qu'est-ce que la répression ? C'est un processus mené par un groupe au pouvoir, qu'il soit municipal, fédéral, provincial, ou même dans une institution scolaire ou un endroit de travail, par exemple, pour tenter de diminuer la contestation, l'organisation et la mobilisation des personnes qui expriment une opinion différente. Cette répression peut se faire de bien des façons. La plus frappante est bien sûr l'utilisation des forces armées ou policières, une fois que la répression politique, à plus ou moins long terme, ne fonctionne plus suffisamment.

La Ligue des droits et libertés (LDL) et une trentaine d'organismes ont publié une déclaration commune afin de sonner l'alarme, le 1er avril.

«Le fait (que la répression) survienne de manière aussi brutale, dès le début du mouvement de grève étudiante, témoigne de la volonté ferme d'écraser le mouvement social qui prend de l'ampleur et démontre le caractère politique de cette répression.»

Ils dénoncent le fait que, dans les conditions actuelles, il n'existe pas de droit de manifester, lorsque les gens ont peur d'y participer et d'être reçus par une police militarisée armée de lance-grenades. C'est ça l'effet de la répression.

Souricières du 24 mars

La manif nocturne du 24 mars à Québec contre l'austérité et le démantèlement des services publics s'est soldée par 274 arrestations en souricières. L'appel à se mobiliser pour la défense du bien commun et de marcher vers le

printemps 2015 avait été entendu par des centaines de personnes qui s'étaient réunies devant l'Assemblée nationale où les attendait un imposant déploiement anti-émeute visible dans les rues avoisinantes avant la manif.

Pourtant, il n'y avait pas d'émeute. C'est important de le rappeler. Il n'y a jamais eu d'émeute. Appelée pour 20h, la manifestation a pris un certain temps à se former et quand la foule a voulu s'engager sur Grande-Allée, un cordon serré bloquait la sortie. La foule s'est scindée en plusieurs groupes. D'un côté, les murets entourant la colline parlementaire ont été enjambés par une partie de la foule déterminée à prendre la rue pour manifester. Ce premier groupe a été poursuivi par les policiers, des personnes ont été blessées, une souricière a été dressée rue Saint-Amable. De l'autre côté, un bon contingent a déambulé à travers le quartier, escorté par la police, jusqu'à une souricière, sur René-Lévesque. Au cours de la soirée, un manifestant a été mordu par un chien de la brigade canine, une manifestante a été violemment arrêtée par trois policiers parce qu'elle portait un drapeau.

Que faisaient-ils là ?

Nous voyons bien que les gens arrêtés ou attaqués lors de ces manifestations, tout comme en 2012, le sont moins en rapport avec des faits, des crimes ou des délits, mais plus en rapport avec ce qu'ils sont, ce qu'ils représentent, avec leur identité politique et sociale.

La police, les autorités municipales, et bien entendu les médias, distinguent les bons des mauvais manifestants.

Dans les médias, on associe les «mauvais manifestants» aux jeunes, aux étudiants : ils seraient irrationnels. Ils forment une opposition turbulente à l'ordre établi. Ainsi, ils sont jugés comme des acteurs politiques illégitimes qu'on ne doit pas écouter et même, comme l'a dit le ministre Blais au début du mois, comme «des enfants dont on veut corriger le comportement». Les médias alimentent cette perception par des choix d'images et de mots, qui visent à les présenter comme une menace radicale, en occultant leurs revendications. On fait passer les manifestants pour des criminels, des casseurs troublant la paix sociale, et bien sûr, dérangeant la circulation automobile.

Lors du dépôt du budget, le 26 mars, l'ASSÉ conviait les gens à un rassemblement pour 17h30, il s'agissait de montrer qu'il importait d'augmenter la pression, de se faire entendre jusqu'à l'Assemblée nationale. Les syndicats brillaient par leur absence. La présence policière était, au départ, discrète et alors qu'il n'y avait qu'un rassemblement bon enfant et festif, la SQ a déployé son long cordon vert kaki d'anti-émeute pour paraphraser le maire Labeaume, «à deux pouces du nez» des pro-

testataires. Après les discours, la foule a bien tenté de sortir manifester mais le périmètre était bloqué aux deux extrémités par l'antiémeute municipale, équipée de fusils Arwen, et accompagnée de ses chiens. Pas d'arrestations cette fois-ci, la police a gazé en tirant au visage et sur le corps des personnes qui cherchaient à briser l'encerclement. Une étudiante a été blessée et la Ville et la police sont maintenant poursuivies. Le policier qui a tiré, un ex de la police militaire, a pris congé dès le lendemain des faits ; avec salaire.

L'article 19-2 responsable de la violence

Suite à ces événements, Gabriel Marcoux-Chabot, un poète qui enseigne à Québec et qui nous amusait lors des manifs de 2012 sous le déguisement de Banane rebelle, a écrit une lettre ouverte au maire Labeaume lui enjoignant de retirer l'article 19-2 qui oblige de fournir un itinéraire sous peine de voir la manifestation être déclarée illégale et être réprimée. C'est en vertu de cet article que les personnes prises en souricières ont toutes reçu une contravention et que celles qui ont manifesté par la suite ont été gazées. La lettre continue de circuler et est signée par des milliers de personnes de tous les horizons.

La réponse du maire Labeaume à la lettre a été aussi arrogante qu'inadéquante. Ce qui n'est pas surprenant, vu son appui inconditionnel à son service de police, pour n'importe quel sujet, sauf en tant qu'employés municipaux, bien sûr.

Les articles anti manifestations adoptés en juin 2012 par l'administration Labeaume confèrent un grand pouvoir aux policiers pour déterminer arbitrairement qui peut manifester, où et de quelle façon. En fait ça criminalise le droit de se réunir et de s'exprimer pacifiquement. Alors qu'il existe déjà dans le code criminel tout ce qu'il faut pour agir contre des délinquants qui profiteraient de manifestations légitimes pour mal agir, les articles liberticides créés en 2012 présument au départ que les gens qui se rassemblent pour faire part de leurs préoccupations civiles sont des malfaiteurs contre lesquels il faut envoyer les forces policières.

Depuis l'automne 2014 s'est bâtie une *Coalition pour le droit de manifester à Québec*, rassemblant 6 groupes sociaux. Elle a maintenant un site internet qui offre de l'information et une déclaration à signer pour le droit de manifester librement. En juin prochain, ce sera le troisième anniversaire de ces règlements municipaux dont nous voyons de plus en plus les effets à mesure que les gens protestent contre les mesures gouvernementales. Allons signer pour le droit de manifester à Québec : manifesteraquebec.org

Qui ose s'indigner ?

Par Lynda Forgues

De nombreuses actions contre l'austérité ont eu lieu en mars à Québec. Le premier Mai se prépare.

Marche du 29 mars

En réponse à la répression du début du printemps, la société civile en a appelé à une manifestation familiale et légale le 29 mars, contre l'austérité et la brutalité policière : « Il est temps que la population cesse de laisser les étudiantEs seulEs avec les forces de l'ordre » Environ 1200 personnes y ont répondu. La fanfare Tint(A) nar animait la marche. Un moment, sur la rue Saint-Jean, avec le soleil qui s'est montré, on se serait cru au printemps 2012 : « Crions plus fort, pour que personne ne nous ignore ». À la fin de la marche, devant l'Assemblée nationale, des jeunes ont pris la parole. Une étudiante en sociologie de l'Université Laval a rappelé que les femmes sont plus durement touchées par les mesures d'austérité du gouvernement. Un étudiant a par la suite mis en contexte la répression policière de la semaine, que celle-ci ne tombait pas des nues, qu'elle s'inscrivait dans une histoire de profilage social de la part du SPVQ. Il a en outre rappelé le rôle sordide des médias populistes dans leur couverture des manifestations et des contestations.

Avril

Le premier avril, une action surprise s'est tenue sur l'heure du dîner devant l'école secondaire Joseph-François-Perreault. Les élèves, aux voix claironnantes, munis de pancartes, traversaient massivement au passage piétonnier à l'intersection Cartier et Chemin Ste-Foy en répétant le manège durant une demi-heure. Plu-

sieurs personnes les ont rejoints et des tracts ont été distribués.

Pour la grande Manifestation (nationale) qui se tenait le 2 avril, plusieurs autobus de Québec, affrétés par des groupes communautaires ou des associations étudiantes, sont allés rejoindre près de 100 000 personnes dans les rues de Montréal, une grande action festive et puissante, ce qui n'a pas empêché le SPVM d'utiliser sa brutalité coutumière en fin d'après-midi.

Sous une pluie battante, une manifestation silencieuse (et bâillonnée de ruban adhésif) a eu lieu le 10 avril pour dénoncer la répression policière, « par l'absurde, en collaborant totalement avec la police ». Bien entendu cette action a plutôt été soulignée par certains médias comme la preuve évidente que si les gens se comportent bien, donnent leur itinéraire et « ferment leur gueule », il n'y en n'a pas de problème. L'ironie n'est pas à la portée de tout le monde.

Le retour des casseroles

Depuis deux semaines, les casseroles se font entendre contre l'austérité dans les quartiers. Récit vécu à Limoilou :

« Je suis arrivée à 20h. Nous avons débuté à deux, puis deux autres personnes sont arrivées. Quelques minutes plus tard, vers 20h10, nous étions sept. C'était quand même chouette d'être avec des gens que je n'avais jamais vus et pas seulement des étudiantEs. Plusieurs passantEs nous regardaient joyeusement et nous encourageaient. Des automobilistes klaxonnaient festivement. La première personne m'a dit que c'était déjà mieux que les premières casseroles de 2012 qui n'en avaient attiré que trois au départ et elle trouvait ça encourageant ». Rendez-vous les jeudis de 19h à 19h30, sur le parvis de l'église Saint-Jean-Baptiste, au coin de la Canardière et 3^e avenues, ou au coin des Oblats et Saint-Vallier.

Par Simone Beaudoin

Indignée. Je suis indignée. Indignée par cette brutalité, cette violence. Cette injustice flagrante, qui porte le nom ridicule de « justice ». Et j'ai mal. J'ai mal pour eux, ces manifestants coupables de dire ce qu'ils pensent. J'ai mal pour elle, cette pauvre fille au visage massacré par les bombes lacrymogènes, lancées en plein dans sa face. Et j'ai mal pour moi. Pour mon avenir. Pour mes rêves. Pour mes espoirs. Pour mon courage, ma force... Pour mon effroyable sentiment d'impuissance.

Et puis, j'ai peur. J'ai peur pour moi, bien sûr, mais aussi, et surtout, pour eux. Mes amis, mes proches... mais même pour de purs inconnus, perdus au milieu de cette foule, brutalisés par ces policiers en habit bleu, avec leurs masques et leurs boucliers, qui font pleurer les petites filles... J'ai peur qu'on soit blessés, gravement blessés. Ou pire encore, qu'on perde. Qu'on perde notre motivation, notre énergie incroyable qui nous permettent de nous battre encore, même après toutes ces défaites, même après toute cette douleur. J'ai peur de voir notre liberté (le peu qu'il nous en reste) s'écrouler tout à fait devant toute cette pression. J'ai peur, tout simplement. Et j'ai honte

d'avoir peur... La peur est l'ennemie de la dignité.

Et je suis triste. Tellement, tellement triste. Triste pour les gens du passé, qui se sont tant battus, comme nous... Pour ce que ça a donné! Et triste pour les gens du futur. Ces gens qui devront vivre dans le résultat de cet effroyable gâchis. Et, par-dessus tout, je suis triste pour nous, les gens du présent. Pour tous ceux qui, comme moi, manifestent contre ce qui leur paraît injuste en ce monde. Mais, aussi bizarre que cela puisse paraître, c'est surtout pour les « autres » que je suis triste. Ces « autres », qui ne savent même pas pourquoi on se bat, ou pire, qui voient les manifestants comme des « enfants gâtés » ou des « terroristes ». Mais justement. Toutes ces émotions contradictoires qui m'habitent, elles ne sont pas là pour rien.

Si je veux, je peux faire en sorte qu'elles servent à quelque chose. Elles peuvent nourrir ma colère, mon énergie quasi-désespérée, ma force, ma confiance. Et surtout, elles peuvent, non, elles doivent, m'encourager, nous encourager, à continuer à nous battre. Et, même si cela implique le risque d'être déçue, je continuerai d'entretenir des espoirs, et surtout, de les défendre.



Manifestation du 29 mars contre l'austérité et la brutalité policière. PHOTO NICOLAS LEFEBVRE-LEGAULT



Tenace. OEUVRE DE ARTACT

Droit de parole

Adhésion ou abonnement

Nom :
Adresse :
Téléphone :
Courriel :

L'ABONNEMENT DONNE DROIT À 9 NUMÉROS DE DROIT DE PAROLE

Abonnement individuel	20 \$
Abonnement institutionnel	40 \$
Abonnement de soutien	50 \$

DEVENEZ MEMBRE ET IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DÉMOCRATIQUE DU JOURNAL

Adhésion individuelle	10 \$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5 \$
Abonnement et adhésion individuels	25 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :

Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org



Johanne Normand Sculptrice de la Mama

Par Malcolm Reid

Johanne Normand vient d'une famille de cinq enfants, la famille d'un aubergiste de Lac-Beauport. « Toute mon enfance j'ai couru les bois et les collines autour de chez nous, dit-elle, mon amour de la nature vient de là. »

Quand, à l'école secondaire, elle percevait sa salle de classe comme une prison, et qu'elle voulait être une artiste, sa mère n'a pas trop compris. Mais sa mère lui avait toujours donné des crayons, elle avait encouragé sa créativité. Alors peut-être que la mère a été pour quelque chose dans le choix de la fille. Johanne a vagabondé au Vermont et en République dominicaine, et quand elle est revenue au Québec, et à Québec, c'était dans un coin qui s'appelle Saint-Jean-Baptiste. Son frère, Érico Normand, avait colonisé ce quartier avec sa fine chocolaterie. Johanne l'a aidé en peignant des plantations de cacao pour décorer les vitrines.

« J'ai continué là-dedans, et maintenant j'ai cinq ou six commerces qui aiment avoir mes œuvres dans leurs vitrines. »

Dont le CRAC !

Ce petit supermarché du biologique a commencé comme une coopérative, juste en bas de mon appartement. L'épicerie coop aimait faire goûter ses muffins en les offrant à notre petite fille. L'épicerie est devenue une entreprise privée, mais est restée non-conformiste.

Et Johanne a osé leur proposer une vitrine philosophique, engagée. Elle a photocopié une photo d'Edward Curtis, *Piegan Chief*. Elle l'a agrandie beaucoup. Et elle l'a entourée d'un fond bleu-ciel, et d'une bordure de plumes d'aigle. C'était un hommage à la sagesse amérindienne, et par la bande, à la terre.

« Car moi je crois beaucoup à la terre, dit Johanne. La terre, on l'a fait souffrir... on a besoin d'apprendre à la soigner. Et le féminin, on le fait souffrir aussi, non ? Souvent dans les mêmes pays où on a le culte de la Terre-Mère. J'ai hâte à l'époque de la réconciliation. Alors oui, j'ai commencé avec le *Piegan Chief*, figure de la masculinité. Et maintenant je suis dans la figure féminine du monde. Ma prochaine vitrine engagée, je l'installe à la Lunetterie du Faubourg, à temps pour la *Marche pour le Climat*, le 11 avril. Je travaille fort ces jours-ci ! C'est une déesse encore, une déesse de l'eau, cette fois-ci. »

Ce sera difficile de surpasser la Pacha Mama, qui est assise dans sa vitrine depuis un an.

« J'ai deux enfants, dit Johanne, et quand je travaillais à la Pacha Mama, au printemps 2014, ma fille a mis un bébé au monde. Oui ! Ça m'a inspirée, tu comprends. » Et là elle me surprend. Elle s'enorgueillit, un petit sourire aux lèvres : « Et je suis encore fertile, hein ? »

HÂTEZ-VOUS !
LE PROGRAMME
PREND FIN LE 31 DÉC. 2015

PROGRAMME POUR LES MÉNAGES À FAIBLE REVENU

OBTENEZ UN FRIGO NEUF POUR SEULEMENT 75 \$

Si votre frigo a 14 ans ou plus, vous êtes peut-être admissible à notre programme pour les ménages à faible revenu qui vous permettrait de le remplacer par un frigo neuf certifié ENERGY STAR® pour seulement 75 \$, 95 \$ ou 120 \$. Vous pourriez ainsi réduire votre facture d'électricité.



Composez sans frais le 1 877 222-0809 pour vous inscrire.
hydroquebec.com/faible-revenu-frigo



Note : assurez-vous que le programme est en cours dans votre région.



CETTE PUISSANTE ENTITÉ que nous appelons la gauche: elle a changé de centre autour de 2000. Je vais essayer de dire comment je vois ça.

C'est sûr que, du milliard de personnes (à peu près) qui forment la gauche, qui se réclament d'elle, chacune voit et définit les choses à sa manière. Il n'y a pas de pape pour trancher.

Mais il y a l'observation, il y a le flair. La gauche a changé souvent depuis la prise de la Bastille, et ces changements sont visibles. On les sent.

Durant le vingtième siècle, le centre de la gauche était: les travailleurs. Étaient de gauche ceux qui prenaient le parti des travailleurs, qui travaillaient à les sortir de la misère. Je dis travailleurs pour être le plus général possible. Mais le philosophe de la gauche, dans le siècle où nous avons été enfants, c'était Karl Marx. Et nous savons combien Marx mettait l'accent sur la production en usine. Nous savons combien il affectionnait le mot prolétaire. Pour lui, les ouvriers, les prolétaires, peu organisés à la veille de 1900, beaucoup plus organisés à la veille de 2000, n'étaient pas juste des individus. Ils étaient une réalité, un tout. Ça s'appelait le prolétariat.

Ce serait narquois de dire que Karl en a

fait un dieu. Néanmoins, quatre grandes générations de gauche prenaient ce mot comme point central de référence, de jugement, dans leur vie.

Ce n'était pas l'humanité, le prolétariat, c'en était seulement une partie. Mais cette partie allait façonner le tout. Cette partie était le noyau de l'avenir.

Le vieux Marx a encore beaucoup à nous apprendre sur la façon dont la société fonctionne. Des mouvements inspirés par lui ont changé la face du monde entre 1899 et 1999, même leurs gaffes font partie de l'épopée. Les luttes de cette phase, ces 1917, ces 1948, ces 1968, restent comme le socle de nos luttes d'aujourd'hui.

MAIS QUEL EST, pour notre gauche à nous, le centre qui fait sens? Qu'est-ce qui est le plus chargé de sens pour les étudiants dans la rue? Pour les paysans cueilleurs de caoutchouc au Brésil? Pour les femmes contre la violence? Que défendons-nous?

Il me semble que c'est la terre. Je résiste à la majuscule. La terre, troisième planète du soleil, notre caillou physique et biologique, notre caillou habité. Habité et, un tout petit peu, humanisé.

La gauche de 2020, donc, sera une gauche écologique, et les efforts pour faire s'entendre les humains, de culture en culture, de génération en génération, de sexe en sexe, se feront avec le mot terre. Car nous savons maintenant qu'il n'est pas écrit que la terre est un endroit vivable pour nous. Il faut la vouloir telle. Il faut la créer telle. Il faut s'arranger pour qu'elle le reste.

Ce sera ardu, on le pressent. Naomie recevra des grenades. Nous marcherons

beaucoup. Les bélugas dans la baie de Cacouna lutteront pour donner naissance à leurs bébés.

ALORS NOTRE MYTHOLOGIE commence à s'accorder avec cela. Les humains vivent toujours avec une mythologie – une ou plusieurs, non? *Let us compare mythologies*. Aujourd'hui, nous avons tendance à puiser dans les vieilles mythologies les éléments qui nous rappellent que nous sommes terriens. Que cette terre nous donne des choses. Que nous devons lui en donner en retour.

Même la vieille mythologie dominante de notre Occident, une Bible réputée machiste, une Bible réputée exploiteuse, a de beaux mots pour la terre dans ses premières pages. *Et la terre était vide, et sans forme*. Qu'est-ce qui pourrait être plus mystérieux et digne d'envoûtement, de *awe*, que d'être sans forme? Einstein devait penser à ce passage de temps en temps. Et Magellan. Ce qui est sans forme est couvert et caché, et il faut essayer de le découvrir.

Il n'est pas nouveau que des humains adorent la terre, qu'ils fassent des efforts pour elle, un peu craintivement. Il y a eu plein de cosmogonies avant la Bible. Dans les Andes de l'Amérique du Sud, aujourd'hui, les peuples amérindiens, Quechuas, Aymaras, nomment la terre la Pacha Mama, et font des offrandes à elle. (Le soleil est l'élément mâle dans cette cosmogonie.)

Une artiste du Lac Sergent, au nord de Québec, Johanne Normand, a fait une œuvre remarquable au printemps 2014. Et cette œuvre est devenue le décor permanent d'une vitrine du CRAC, un marché

d'aliments naturels dans mon quartier. C'est une femme formée de feuilles, avec cheveux en vignes, mains d'or, visage brun-pâle, lèvres d'un rouge presque noir, assise dans une prairie ou un bois. Elle est seule. Ses yeux sont clos, ou presque clos, ses seins sont enveloppés de pétales de lys-tigré, son ventre est rond, très rond. Elle est jeune, mais mature. Elle est à la veille de donner naissance, et sous son ventre, ses mains tiennent un lotus qui est comme un lange pour recevoir le bébé qui va sortir de son sexe. Elle ne semble demander d'aide à personne. Elle dégage une puissance, beaucoup plus qu'une vulnérabilité. Elle est.

Et en bonne allégoriste, Johanne Normand a entouré son personnage d'écriteaux sur écorce de bouleau. TERRE MÈRE. MOTHER EARTH. TIERRA MADRE. PACHA MAMA. GAÏA.

CETTE DERNIÈRE APPELLATION vient de James Lovelock, un philosophe scientifique des années 70, qui l'a puisée dans un mythe grec. Pour Lovelock la terre est un organisme vivant, presque une personne. Je viens de lire un autre philosophe scientifique, Peter Godfrey-Smith, qui dit que non, la terre n'est pas un organisme. Mais elle pourrait montrer un phénomène de type organique, comme un arbre qui se sert des fourmis qui le mangent pour se protéger contre d'autres dangers, et prolonger sa vie.

Ça me donne le goût de communiquer avec ma planète, comme Johanne Normand. Je veux donner à boire à la terre, Quechua-style: «Pacha Mama! Un peu de vin encore?»

Le bar spectacles l'AgitéE nous quitte-t-il pour mieux renaître ?

Par Pierre Mouterde

La nouvelle n'aura pas passé inaperçue dans les cercles de gauche et le milieu communautaire et populaire de la ville de Québec. Alors que depuis 6 mois des démarches avaient été entreprises pour la relance du projet, l'assemblée générale de la coopérative de l'AgitéE a définitivement tranché le 15 mars dernier la question : elle a décidé de « fermer les portes de l'AgitéE » et « à contre-cœur de clore l'aventure le 30 juin prochain ».

Cependant, selon les termes mêmes du communiqué officiel, cette fermeture se fera, « la tête haute ». Et de la même manière qu'on tiendra toutes les activités annoncées jusqu'à l'été, le CA s'assurera d'honorer ses ententes avec ses différents fournisseurs et bailleurs de fond.

Peut-on dire pour autant que tout est bien qui finit bien ? Pas si sûr !

Un projet fantastique

Lorsqu'on s'enquiert auprès de quelques-uns des acteurs le plus impliqués, des tenants et aboutissants de cette affaire, on réalise vite comment la décision a été dure à prendre et comment elle représente tout à la fois, pour reprendre une expression d'un des membres du CA, Fred Rousseau « une bonne et une mauvaise chose ». Bonne : parce qu'elle évite que le « syndic débarque et nous mette en faillite » ; ça nous permet ainsi de finir « la tête haute ». Mauvaise : parce qu'elle met fin à une entreprise unique en son genre, à « un projet fantastique », pour reprendre les mots de Stéphane Robitaille.

Et ce n'est pas se payer de mots que de le mettre en lumière, car l'AgitéE a été le fait d'un petit groupe de militants anarchistes ou proches de la mouvance libertaire qui ont décidé en 2006 de donner vie à un bar spectacles au cœur du quartier Saint Roch, dans le but d'en faire un lieu militant autogéré et un espace de résistance alternatif.

Et l'on peut dire que pendant 9 ans, quels que soient ses hauts et de ses bas, l'AgitéE a réussi à tenir son pari.

Ce n'est pas rien en effet, quand on est de gauche et qu'on aspire à un autre monde possible, que d'avoir pu faire vivre, au jour le jour et pendant 9

ans, une entreprise où il n'y avait pas de patrons et où entre travailleurEs (serveur/ses, employéEs de ménage, administrateurEs, etc.) n'existait aucune hiérarchie, ni droit d'ancienneté, ni différences de salaire.

Ce n'est pas rien non plus que d'avoir pu faire vivre, en plein cœur d'un quartier en voie de gentrification accélérée, un espace culturel alternatif et engagé ; un espace où l'on pouvait retrouver sur le mode de la diversité et dans un esprit de grande ouverture, œuvres de théâtre, récitals de poésie, conférences, formations de jazz expérimental et bien sûr groupes de heavy metal.

Ce n'est pas rien enfin d'avoir pu faire vivre, en pleine ère néolibérale, un lieu de rencontre où il était possible par exemple de dénoncer les brutalités policières, de s'interroger de manière critique sur la prostitution, de réfléchir sans tabous aux expériences d'injections spécialisées ou encore de soutenir une initiative comme le projet Lune. En fait, c'était un lieu où l'on pouvait discuter et débattre de tout et selon tous les modes. Les féministes pouvaient y tenir des soirées non mixtes, des organisations populaires ou de gauche s'y donnaient rendez-vous pour organiser leurs activités. Je me souviens quant à moi des soirées électorales de Québec solidaire ainsi que de la venue de Daniel Bensaid.

Des contradictions

Il est vrai qu'une telle expérience n'a pas été exempte de contradictions et qu'on n'a pas pu trouver, dans un contexte économique de plus en plus difficile (l'austérité ?), une formule permettant de combiner rentabilité financière et projet socio-culturel alternatif. À ce propos les questions sont sans nombre. Par exemple n'y a-t-il pas eu un conflit entre les différentes fonctions de l'AgitéE qui n'a pas pu être bien géré : conflit entre d'une part sa fonction de bar de quartier et d'autre part celle de salle de spectacles ? Stéphane Robitaille rappelle à ce propos qu'il y avait un projet de restaurant au deuxième étage qui aurait pu aider à la rentabilité et qui n'a pas pu voir le jour. Mais il revient aussi sur le contexte socio-économique difficile actuel qui fait que toutes les petites salles de spectacles de la ville de Québec en arrachent : le p'tit Champlain, le Cercle, le café Babylone, etc....

Il reste qu'en terminant cet article, on ne peut qu'en avoir gros sur le cœur.



L'AgitéE : il est encore temps jusqu'au 30 juin.

PHOTO PIERRE MOUTERDE

Comme si la gauche – toutes tendances confondues – n'arrivait pas à s'enraciner, à construire sur le long terme de véritables contre-pouvoirs (économiques, sociaux, politiques) ayant la capacité de durer face au pouvoir néolibéral si hégémonique d'aujourd'hui ; en somme, comme si la gauche ne parvenait pas à occuper solidement du terrain sur le

long terme, lui permettant de se faire entendre avec chaque fois un peu plus de force et de puissance.

Souhaitons simplement, comme l'évoquait Fred Rousseau, que de cette fermeture puissent « ressurgir d'autres initiatives semblables » ; initiatives qui sauront s'inspirer de cette si riche expérience de l'AgitéE !



Conseiller en sécurité financière
Conseiller en assurances collectives

Michel Yacoub

- Assurance Collective
- Assurance Salaire
- Assurance Vie
- R.E.E.R Collectif
- R.E.E.R

505 14^e Rue
Québec, Qc. G1J 2K8
Tél. : (418) 529-4226
Fax : (418) 529-4223
Ligne sans frais 1-877-823-2067



À votre service
depuis plus de
25 ans!



Ouvert tous les jours de 6 h à minuit

Livraison du lundi au samedi*

*Frais de 3 \$, gratuit 60 ans ou plus avec achat minimum de 25 \$

255, chemin Sainte-Foy - 418 524-9890 - Commandez en ligne au Iga.net

Tout peut, tout doit changer

Oubliez tout ce que vous croyez savoir sur le réchauffement climatique. La «vérité qui dérange», ce n'est pas les gaz à effet de serre, c'est le rôle joué par le capitalisme dans ce désastre annoncé.

Notre modèle économique est en guerre contre la vie sur Terre. Si nous ne pouvons infléchir les lois de la nature, nos comportements, eux, peuvent être radicalement changés. Au-delà de la crise écologique, c'est bien une crise existentielle qui est en jeu – celle d'une humanité défendant à corps perdu le statu quo. Mais voilà que, prise à rebours, cette crise se révèle peut-être l'opportunité de transformer radicalement le monde dans lequel nous vivons.

On nous a dit que le marché allait nous sauver, alors que notre dépendance au profit et à la croissance ne fait qu'augmenter. On nous a dit qu'il était impossible de sortir des combustibles fossiles, alors que nous savons exactement comment nous y prendre – il suffit d'enfreindre toutes les règles du libre marché: brider le pouvoir des entreprises, reconstruire les économies locales et refonder nos démocraties. On nous a aussi dit que l'humanité était trop avide et égoïste pour relever un tel défi. En fait, partout dans le monde, des luttes à tous crins contre l'extraction ont déjà abouti et des groupes se mobilisent afin de poser les jalons de l'économie à venir.



KLEIN, Naomi
Traduit par Geneviève Boulanger et Nicolas Calvé
Tout peut changer
Capitalisme et changement climatique
Éditions Lux
Année: 2015
632 pages

Résister à la mégamachine

Comment exister encore? Tel est le questionnement qui traverse cet ouvrage où Louis Marion, philosophe de la décroissance, interroge notre rapport au monde et tente de cerner les contours des différentes formes de la domination contemporaine. Devant la catastrophe écologique en cours, l'édification d'une écociété stable et conviviale apparaît la tâche politique essentielle de notre temps. Mais en attendant, notre survie dépend de notre capacité à ne pas totalement abandonner le monde aux mains des experts, économistes et autres valets de l'économie capitaliste dévastatrice.

Afin de bien identifier les concepts, les objectivations et les tendances à l'œuvre dans le monde actuel, l'auteur propose de reconnaître la nature de la double domination contemporaine incarnée par le capital et la technocratie, sans oublier de décrire l'idéologie politique et la corruption du langage qui se sont mis à leur service. L'objectif est de donner les outils conceptuels permettant d'éclairer et, éventuellement, de surmonter l'impasse dans laquelle nous nous trouvons.

Introduction aux valeurs écologiques, cet essai entend donc procéder à une description critique des obstacles politiques, économiques et techniques à l'émancipation sociale et écologique. Sans prétendre donner une réponse définitive aux différentes questions qui entravent la marche du monde, il s'agit plutôt d'aider à faire les distinctions philosophiques nécessaires pour se repérer dans la jungle idéologique du présent. S'appuyant sur un imposant corpus d'auteurEs luttant contre les formes de la domination du capitalisme techno-équipé, mais particulièrement sur la pensée du philosophe allemand Günther Anders, l'auteur veut secouer le cadre idéologique à l'intérieur duquel les problèmes sont généralement posés et définis, à gauche comme à droite.

Bien saisir la nature du capitalisme, du libéralisme, de la techno-science et de la mégamachine: c'est à cela que nous invite Louis Marion dans *Comment exister encore?* Comprendre ce qui se cache dans les replis du langage et du savoir tronqué pour nous donner, collectivement, les outils pour résister à la barbarie qui vient.



MARION, Louis
Comment exister encore?
Capital, techno-science et domination
Éditions Écosociété
Année: 2015
160 pages

Halte au capitalisme vert

Dans le contexte de la crise écologique et climatique mondiale, le verdissement du capitalisme, désigné sous l'euphémisme d'«économie verte», s'impose de plus en plus comme la solution miracle. L'idée séduit, mais masque une inquiétante étape de marchandisation de la nature, vue comme un capital au service de la croissance. Comment cela se traduit-il au Québec et ailleurs, notamment en Afrique? Comment prétendre aller vers une transition écologique sans sortir du régime de la propriété privée et du libre-échange?

Au nombre des voies alternatives possibles, plus soucieuses d'égalité, de respect des droits et du bien commun, que propose l'écocapitalisme municipal?

Ont entre autres collaboré à ce numéro: Aurélien Bernier, Dominique Bernier, Catherine Caron, Paul Chamberland, Maxime Combes, Raphaëlle Corbeil, Jonathan Durand Folco, Gaël Giraud, Osire Glacier, Molly Kane, Marie-Andrée Lamontagne, Andrea Levy, Christian Nadeau, Ricardo Peña-fiel, Éric Pineault. Artiste invitée: Adeline Lamarre



Halte au capitalisme vert
Revue Relations n° 777
Avril 2015
46 pages

Renauderie

L'église

Par Renaud Pilote

S'il y a une église que je n'oublierai pas, c'est bien celle-là. Lorsqu'un vent malicieux m'envoie paître ailleurs (par «ailleurs», entendre à une distance de plus de 5 kilomètres de la bibliothèque Gabrielle-Roy), je deviens vite mélancolique et mes pensées se dirigent d'elles-mêmes vers l'arrondissement de La Cité, sorte de nord magnétique, mon étoile polaire. La première image qui me vient en tête n'est pas le Château, ce n'est pas le Concorde, encore moins le Parlement. Je la vois, elle, l'immense église Saint-Jean-Baptiste, dans la splendeur de son axe est-ouest, gardienne tranquille du faubourg, en équilibre sur le coteau Ste-Geneviève et dont le parvis donne sur la petite rue Deligny. Je n'y peux rien, c'est comme ça. Non pas qu'elle en jette particulièrement, cette église, mais elle a sur ma psyché une douce emprise qu'aucun Phare de ce monde ne parviendra à atténuer. Souvent encore, dans mes rêves, je sens sa présence qui veille sur la scène où l'action se déroule. Je suis en pleine jungle, pourchassant un anaconda, une sarbacane à la main, et je le vois soudain, enroulé autour de l'inaccessible clocher. Je suis à Thunder Bay, dans un pit-stop à dix-huit roues. Je discute avec sœur Angèle en attendant mon café qui coule de la machine. Elle me montre un coton ouaté qu'elle a remarqué et me demande si ça lui irait bien. Je me rends compte qu'en réalité nous sommes dans le vestiaire du Faubourg à l'arrière de l'édifiante catholique.

Écolier, elle était pour moi le monstre de pierre, sa majesté les cloches, ce bienveillant mastodonte dominant la cour d'école juste à côté, si grande qu'on attrapait des torticolis à vouloir regarder sa flèche pointant le soleil. Elle nous accueillait à la rentrée et nous nous sentions en sécurité avec elle, véritable surveillante des récréations. Aurais-je fait plus de coups pendables sans elle pour contenir ma hardiesse? Sans l'ombre d'un doute. Dois-je m'en confesser, j'ai été plus souvent dans son sous-sol que dans sa nef (bureaux de vote, partys de finissants au primaire, rendez-vous d'artisans, radiothons: ça brasse dans la cave!) et, étant destiné aux limbes dès mon plus jeune âge, j'y ai plus souvent bu une bière que j'y ai laissé fondre une hostie sur mon palais. Je n'en demeure pas moins bienheureux. Je n'en demeure pas moins un de ses fidèles.

Lorsque le printemps s'installe pour de bon, face au soleil couchant, je ne connais pas un meilleur endroit pour manger un sandwich avec ses amis que sur ses marches de pierre. La fringale terminée, on se lève et on joue un peu au aki pour faire passer le pastrami. La statue de Jésus est là, les bras ouverts, l'air de dire «allez, quoi, faites-moi une passe!» On a sonné les vêpres et, comme l'air est bon, quelques fumeurs viennent nous rejoindre. Après avoir ainsi tâté le bonheur un bon moment, on se dit que notre attroupement est certainement considéré comme illégal par le char de police qui vient de ralentir sur St-Jean et nous nous dispersons tranquillement dans le quartier pour préserver le salut de notre âme. Ah men!

ILLUSTRATION MARC BOUTIN



16 AVRIL

Discussion du CAPMO

Forum de discussion sur les enjeux de société, dans une optique de solidarité humaine locale et internationale. Précédé d'un souper communautaire vers 17h. 418 525-6187 (poste 222), 18h30, 435, Du Roi, 2^e étage

18 AVRIL

Journée de réflexion sur l'avenir de CKRL

Déjà plus de 42 ans d'existence. Pour CKRL, le moment apparaît opportun de réfléchir à son avenir, en réalisant une planification stratégique qui portera sur différents axes : investissement matériel, financement, programmation, technologies, etc. VOUS POUVEZ NOUS AIDER : une journée pour échanger et identifier des pistes porteuses et qui mettra la table sur les futures orientations stratégiques de CKRL (89,1 FM). De 8h30 à 16h15, Gratuit. Maison de la coopération, 155 boul. Charest Est

20 AVRIL

SLAM de poésie

Une partie de plaisir où les mots, la voix, la bouche et le rythme nous réservent des surprises. Les slameurs concurrents se démèneront pour gagner la faveur du public dans une compétition amicale. Chacun n'aura que trois minutes pour convaincre un jury choisi au hasard dans l'assistance. Le slameur ne peut utiliser que le pouvoir de ses mots et la qualité de sa prestation (sans accompagnement de musique). 20h, bar-coop L'AgitéE, 251 rue Dorchester, entrée : 5\$

21 AVRIL

Dîner-causerie sur le Forum social mondial tenu à Tunis

Véronique Larouche de Carrefour Tiers-Monde viendra partager son expérience vécue au Forum social mondial en mars 2015. Gratuit, apportez votre lunch. 12h, Carrefour Tiers-Monde, 365, boul. Charest Est

22 AVRIL

Mercredi de l'austérité

Soirée de pauvres. Fun de riches. Consomma-

tions à prix coupés. Tu décides des clips qu'on passe sur le projecteur. 18h, bar-coop L'AgitéE, 251, rue Dorchester

24 AVRIL

Assez d'être mal logé-es !

Manif nationale Le RCLALQ convie les locataires du Québec à une manif nationale dans le cadre de la « Journée des locataires », cette manif vise à rappeler au gouvernement qu'il est de son devoir de s'assurer que tous/toutes les locataires aient droit à un logement sain, bon marché, accessible et sécuritaire. À midi, la manif des locataires ira rejoindre celle des femmes. 11h, en face de l'Assemblée nationale du Québec (Fontaine de Tourny)

24 AVRIL

La Marche mondiale des femmes

Partout dans le monde. A Québec, départ du ministère de l'Emploi et de la sécurité sociale, rue Saint-Amable, parce que l'austérité touche encore plus durement les femmes. 12h, 425, rue Saint-Amable

25 AVRIL

Printemps des alternatives

Exposition des alternatives concrètes et initiatives pour bâtir un « autre monde ». Venez découvrir des projets pour créer une société plus écologique, équitable et démocratique : agriculture, coopération, démocratie, droits, écologie, environnement, économie, justice, transport, urbanisme, projet de société, etc. 10h à 16h, Centre Mgr Bouffard, 680, rue Raoul-Jobin

27 AVRIL

Québécoisie

Projection-discussion. À 30 ans, après avoir parcouru la planète, Olivier et Mélanie constatent qu'ils entretiennent des liens avec le bout du monde alors qu'ils n'ont jamais posé les pieds dans une réserve indienne, chez eux. Le jeune couple décide alors de parcourir la Côte-Nord à vélo afin de mieux comprendre les relations entre Québécois et Premières nations. 18h30, gratuit. Bibliothèque Gabrielle-Roy, salle polyvalente, 3^e étage

28 AVRIL

Les premiers 1^{er} Mai au Québec

Dans le cadre des ateliers *les Pensées sauvages* de Subvercity, un historique de cette journée de revendications au Québec. 19h Librairie Saint-Jean Baptiste, 565, Rue Saint-Jean

1^{ER} MAI

Manifestation régionale

Les membres de la *Coalition pour la justice sociale* invitent la population à manifester pour exiger l'abandon des mesures qui attaquent de plein fouet les travailleuses et travailleurs, les sans-emplois, les femmes, les

organismes, les syndicats, les étudiants et on en passe ! 18h, Place-de-l'Université, 413, boul. Charest est

1^{ER} MAI

Cabaret du 1^{er} mai

Spectacle enlevé sous forme de numéros de cabarets pas du tout austères. 20h, contribution volontaire. Bar-coop L'AgitéE, 251, rue Dorchester

5 MAI

Austérité et santé mentale

Conférence-discussion avec Gilles Simard, 13h30, entrée libre. Sherpa, 130, boul. Charest Est

6 MAI

Remise du prix Maurice Duplessis

Le prix Maurice Duplessis récompense le pire ministre de l'emploi et de la solidarité sociale de l'année. La lutte sera chaude : Sam Hamad est venu remplacer François Blais entre l'annonce des coupes et leur application. Cette action a cours durant la 42^e Semaine de la dignité des personnes assistées sociales. 14h, Marche à partir du Parc de l'Amérique-Française, vers l'Assemblée nationale du Québec

8 MAI

Vendredis de poésie

Comme le veut la coutume aux *Vendredis*

de poésie du TAP, la scène libre suivra la première partie avec des poètes invités... Entrée libre, sortie gratuite, poésie vivante. Depuis 17 ans ! 20h30, Tam Tam Café, 421, boul. Langelier

14 MAI

Regards croisés sur l'accessibilité sociale du transport en commun

Activité du CAPMO : Table ronde et discussion avec le public Participants : Emilie Frémont Cloutier trav. Sociale, et Marc Boutin, architecte et géographe. 19h, lieu à déterminer, 418 525-6187

ASSEZ D'ÊTRE MAL-LOGÉ-ES!

MANIF nationale

24 avril 2015 Québec

rassemblement devant le Parlement

11h00

SUIVEZ LES ACTIONS DE LA CAMPAGNE SUR LE SITE WEB WWW.RCLALQ.QC.CA OU SUR LA PAGE FACEBOOK RCLALQ DROIT AU LOGEMENT

POUR INFORMATIONS: 514-521-7114 OU 1-866-521-7114

Regroupement des Comités Logement et Associations de Locataires du Québec